

ASSOCIATION MONTJOYE

*6, Avenue Edith Cavell
06000 NICE*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

MYRIAM CARULLA-BOVIS

MATHIEU DENIS

GILLES REYNIER

Experts-Comptables

Commissaires aux Comptes

FRANÇOISE MARRA

Expert-Comptable

Au Conseil d'Orientation et de Surveillance de l'Association MONTJOYE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MONTJOYE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "*Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 10 Avril 2025



Le Commissaire aux Comptes
S.A.S. sudconseil.com
Gilles REYNIER

BILAN

CONSO GLOBAL

Bilan

ACTIF	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	26 020,82	-26 020,82		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	547 821,00		547 821,00	547 821,00
Constructions	7 683 737,08	-3 809 387,48	3 874 349,60	4 118 840,61
Installations techniques matériel et outillage	389 941,04	-374 667,87	15 273,17	22 986,00
Autres immobilisations corporelles	5 159 369,43	-3 444 645,47	1 714 723,96	1 958 278,75
Avances et acomptes	1 801,79		1 801,79	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Autres titres immobilisés	45 838,00	-10 000,00	35 838,00	25 834,00
Autres	104 964,56		104 964,56	106 007,88
TOTAL I	13 959 493,72	-7 664 721,64	6 294 772,08	6 779 768,24
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Stocks et en cours				3 401,00
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 338,00		6 338,00	327,00
Créances				
Créances redevables urgents et comptes rattachés	512 491,75	-57 039,22	455 452,53	578 692,41
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 249 080,66		3 249 980,66	2 107 525,90
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	4 575 287,34	-631,51	4 574 655,83	2 195 888,26
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	3 291 060,51		3 291 060,51	7 486 834,99
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	54 366,67		54 366,67	18 559,47
TOTAL III	11 889 824,93	-57 670,73	11 631 854,20	12 391 229,03
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	25 649 018,65	-7 722 392,37	17 926 626,28	19 170 997,27

CONSO GLOBAL

Bilan

PASSIF	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 095 662,50	1 095 662,50
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	879 374,30	879 374,30
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	4 549 214,00	4 160 849,16
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 851 668,37	2 851 668,37
Report à nouveau		
Report à nouveau	229 859,98	483 439,40
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 287 861,26	-1 093 188,47
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	152 539,66	134 785,42
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveau des activités sociales & médico-sociales		
Situation nette (sous-total)	6 906 670,44	6 754 110,78
Situation nette (sous-total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	63 087,45	91 116,03
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Provisions réglementées	978 268,31	972 632,41
TOTAL I	7 948 026,20	7 817 859,22
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés		
Fonds dédiés	969 623,32	670 105,33
TOTAL II	969 623,32	670 105,33
Comptes de Liaison		
Comptes de Liaison		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	1 532 177,70	2 150 351,09
Provisions pour charges	70 645,97	71 659,97
TOTAL IV	1 602 823,67	2 222 011,06
Dettes		
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 731 296,59	2 104 883,02
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses	85 747,72	76 175,15
Avances et acomptes sur commandes		
Avances et acomptes sur commandes	1 784,00	3 672,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	532 127,78	605 306,62
Dettes des legs ou donations		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes fiscales et sociales	2 958 060,72	3 368 657,79
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	3 276,47	9 324,47
Autres dettes (d'exploitation)		
Autres dettes (d'exploitation)	340 241,05	373 757,42
Instruments de trésorerie		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Produits constatés d'avance	1 753 616,76	1 919 044,59
TOTAL V	7 406 153,09	8 460 821,06
Ecart de conversion Passif		
Ecart de conversion Passif		
TOTAL VI		
TOTAL GENERAL	17 926 626,28	19 170 997,27

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat

CONSO GLOBAL

Arrêté au :	31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens)	74 173,69	0,41	55 760,17	0,32	18 413,52	33,02
Production vendue (services)	2 488 937,82	13,72	2 844 969,33	16,32	-356 031,51	-12,51
Chiffre d'affaire	2 563 111,51	14,13	2 900 729,50	16,64	-337 617,99	-11,64
Production stockée						
Produits tarification	18 143 857,05	100,00	17 433 709,38	100,00	710 147,67	4,07
Subventions d'exploitation	4 087 176,53	22,53	3 892 506,82	22,33	194 669,71	5,00
Reprises prov. de amort, transf. de charge	1 086 536,93	5,99	189 511,61	1,09	897 025,32	473,34
Rép. res non utilisées Exe antérieurs	107 769,07	0,59	507 431,02	2,91	-399 661,95	-78,76
Autres produits	102 184,91	0,56	195 164,28	1,12	-92 979,37	-47,64
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	26 090 636,40	143,80	25 119 052,61	144,08	971 583,99	3,87
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks	3 401,00	0,02	1 802,00	0,01	1 599,00	88,73
Achat de matières premières et autres	105 398,47	0,58	112 163,39	0,64	-6 764,92	-6,03
Autres achats et charges externes	5 001 722,12	27,57	5 400 608,33	30,98	-399 086,21	-7,39
Impôts, taxes et versements assimilés	1 391 364,78	7,07	1 365 963,25	7,84	25 401,53	1,86
Salaires et traitements	12 848 375,15	70,81	12 403 657,39	71,15	444 717,76	3,58
Charges sociales	5 208 323,02	28,71	4 861 227,74	27,88	347 095,28	7,14
Dotations	1 046 874,70	5,77	882 319,33	5,06	164 555,37	18,65
Eng. à réaliser sur ressources affectées	307 287,66	1,09	36 000,00	0,21	271 287,66	753,58
Autres charges	134 536,01	0,74	174 348,06	1,00	-39 812,05	-22,83
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	26 047 282,91	143,56	25 236 489,49	144,77	808 793,42	3,20
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	43 353,49	0,24	-119 436,88	-0,69	162 790,37	-136,30
Opération en commun						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
OPÉRATION EN COMMUN						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif fin.	133 288,67	0,73	124 779,94	0,72	8 508,73	6,82
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P.	115 352,90	0,64	30 468,09	0,17	84 884,81	278,60
PRODUITS FINANCIERS TOTAL V	248 641,57	1,37	155 248,03	0,89	93 393,54	60,16
Charges financières						
Charges financières	35 748,76	0,20	44 462,34	0,26	-8 713,58	-19,60
Autres charges financières						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI	35 748,76	0,20	44 462,34	0,26	-8 713,58	-19,60
RÉSULTATS FINANCIERS	212 892,81	1,17	110 785,69	0,64	102 107,12	92,17
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	286 246,50	1,41	-8 651,19	-0,05	294 897,69	-3 061,98
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	102 928,59	0,57	199 842,87	1,15	-96 914,28	-48,50
Sur opération en capital	41 228,58	0,23	25 629,58	0,15	15 599,00	60,86
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII	144 157,17	0,79	225 472,45	1,32	-81 315,28	-37,23
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	86 624,74	0,48	8 676,84	0,05	77 947,90	898,34
Sur opération en capital	2 246,37	0,01			2 246,37	
Dotations aux amortissements et aux prov.	105 635,90	0,58	40 171,00	0,23	65 464,90	162,97
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII	194 507,01	1,07	48 847,84	0,28	145 659,17	-298,19
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-50 349,84	-0,28	180 822,61	1,04	-231 172,45	-127,84
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALAIRES TOTAL IX						
Impôts sur les bénéfices	53 337,00	0,29	37 386,00	0,21	15 951,00	42,67
TOTAL X	53 337,00	0,29	37 386,00	0,21	15 951,00	42,67
PRODUITS	26 483 435,34	145,96	25 603 971,09	146,29	879 464,25	3,84
CHARGES	26 330 875,68	145,12	25 369 185,67	145,62	961 690,01	3,79
SOLDE INTERMÉDIAIRE	152 559,66	0,84	134 785,42	0,77	17 774,24	13,19
TOTAL XI	152 559,66	0,84	134 785,42	0,77	17 774,24	13,19
EXCÉDENT OU DÉFICIT	152 559,66	0,84	134 785,42	0,77	17 774,24	13,19

Compte de résultat

CONSO GLOBAL

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature		3 988,05	0,02	5 966,36	0,03	-1 978,31	-33,16
Prestation en nature		32 280,00	0,18	32 280,00	0,19		
Bénévolat		47 062,62	0,26	29 276,21	0,17	17 786,41	60,75
CONTRIBUTIONS PRODUITS		83 330,67	0,46	67 522,57	0,39	15 808,10	23,41
Contributions Charges							
Secours en nature		3 988,05	0,02	5 966,36	0,03	-1 978,31	-33,16
Mises à disposition gratuite de biens et services		32 280,00	0,18	32 280,00	0,19		
Prestations en nature							
Personnel bénévole		47 062,62	0,26	29 276,21	0,17	17 786,41	60,75
CONTRIBUTIONS CHARGES		83 330,67	0,46	67 522,57	0,39	15 808,10	23,41

ANNEXES

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières qui suivent (art 431-2 à 433-3).

Art. 112-1 règlement comptable ANC n °2014-03 :

« Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire ».

Art. 112-4 règlement comptable ANC n ° 2014-03 :

« L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat ».

1. Informations relatives à l'association

Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre (Art 431-2 règlement ANC 2018-06)

L'Association MONTJOYE se fonde sur la certitude que les capacités, les potentialités, l'éducabilité de l'être humain doivent permettre à chacun de trouver sa place dans la société en tant que citoyen libre et responsable. Dans le respect des différences individuelles, il s'agit d'aider chacun à devenir artisan de son propre développement et responsable de son avenir.

L'association a pour objet, dans le respect des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant :

- ⌘ De créer et développer des activités d'accompagnement pour toute personne en situation de vulnérabilité, et plus particulièrement les enfants, les jeunes et leur famille, afin de faciliter leur autonomie pour une meilleure inclusion sociale.
- ⌘ De faire connaître les activités engagées dans les domaines de la prévention, de la protection, de l'éducation et de l'hébergement de personnes socialement vulnérables en sensibilisant également l'opinion publique aux actions à promouvoir.

En complément de ces objectifs, elle développe des actions de protection juridique, d'aide aux victimes et de formation.

2. Faits marquants

L'activité de l'association s'est poursuivie sur 2024.

Le CPOM 2018-2022 a été prolongé par avenant en date du 02/04/2024 jusqu'au 31/12/2024. Les financements n'ont pas été réévalués en 2024 ; la seule variable a été la transformation de deux places de repli en places pérennes à compter du 1^{er} juillet 2024.

L'association est confrontée à des nombreux enjeux : l'accueil de bénéficiaires ayant traversé des situations de plus en plus dégradées, une adaptation aux évolutions réglementaires notamment la transformation du PEAD en plusieurs degrés d'AEMO, un contexte budgétaire contraint dans une période inflationniste.

Les discussions avec le Département se poursuivent afin de pouvoir mettre en place un partenariat constructif permettant de garantir la qualité et la pérennité de l'offre. Notre objectif a été de poursuivre l'accompagnement de nos bénéficiaires sans dégrader les conditions de travail et cela malgré la non revalorisation budgétaire.

Suite à l'entrée en vigueur de l'accord salarial publié en juin 2024 applicable dans les ESSMS privé à but non lucratif permettant l'octroi du Ségur à tous les professionnels qui n'en bénéficiaient pas encore, nous avons appliqué cette mesure sur l'ensemble de l'année 2024 bien que cette dépense ait été très peu compensée par nos financeurs.

En 2024, l'Association a poursuivi son développement en ouvrant une première Plateforme d'Accueil et d'Orientation dans le Var le 24 septembre 2024, dans l'attente de l'ouverture prochaine d'une MECS dans le Var prévue sur 2025.

De même le service PASSAJ a été retenu pour un appel à projet avec la DREETS pour le repérage vers l'emploi durable avec un financement sur 3 ans allant jusqu'à fin 2028 assurant la continuité et le renforcement d'un accompagnement reconnu par nos financeurs.

En 2024, nous avons finalement obtenu gain de cause sur un litige URSSAF datant de 2015-2018, ce qui a permis de reprendre des provisions significatives.

Les taux d'intérêts servis par les banques en 2024 au titre des placements nous ont permis de dégager des produits financiers en 2024. Conformément à l'article R394-95 du code de l'action sociale et des familles, les produits issus du placement de la trésorerie des services ESSMS ont été transférés à un compte de provisions réglementées.

Enfin, fin 2023, le fonds de dotation rattaché à l'association Montjoye était engagé dans le rachat de deux biens immobiliers sur Nice ; la concrétisation de ces deux opérations immobilières s'est faite sur 2024, avec l'intégration de bénéficiaires et salariés de l'association dans les locaux dès la fin 2024.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Le CPOM 2018-2022 a été prolongé par un nouvel avenant début 2025 jusqu'au 31/12/2025 en prévision de la signature du prochain CPOM. Le taux directeur étant annoncé à zéro, le budget est très contraint.

Le projet d'ouverture d'une MECS dans le Var avec 24 places en 2025 est toujours à l'ordre du jour mais est conditionné à la captation de locaux en adéquation avec l'activité.

En 2025, l'Association devra relever plusieurs défis : la mise aux normes des locaux de l'Escarène avec une potentielle extension de la capacité d'accueil, la mise en place de la mesure unique avec le rapprochement des services AED, AEMO et la réorganisation du dispositif de PEAD pour s'adapter aux évolutions réglementaires.

Compte tenu de l'absence de nouveaux marchés sur le CF2M, la fermeture de ce service en 2025 a été envisagée, une procédure est en cours actuellement.

4. Principes et méthodes comptables

4.1. Principes d'établissement des états financiers

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- § Continuité d'exploitation ;
- § Permanences des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- § Indépendances des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- § Règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerciales ;
- § Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- § Du code de l'action sociale et des familles (CASF), pour des provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L. 312-1 du CASF

4.2. Présentation des changements de méthode

Afin de se conformer au plan comptable général 2018-06 et 2019-04, suite à la suppression du compte 142100 provisions pour renouvellement d'immobilisations, les sommes comptabilisées en 142100 ont été transférées en 192100.

Les changements de méthode liés à l'application du règlement ANC n°2018-06 ont été constatés en 2020.

5. Informations relatives à l'actif

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût des immobilisations.

L'amortissement pour dépréciation des immobilisations est déterminé selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions 40 ans
- Matériel et outillage 5 à 10 ans
- Matériel transport 5 à 6 ans
- Mobilier matériel bureau 5 à 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Agencement et aménagement 3 à 10 ans

5.1.Variation des immobilisations par service

CONSOLIDATION	DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
01-SIEGE	1 652 440	38 568	18 527	1 672 481
02-A.E.M.O.	1 004 567	0	17 886	986 681
03-PASSAJ	526 746	26 874	33 878	519 742
03-RELANCES	6 006 266	0	51 128	5 955 137
45-S.I.E.	378 302	21 248	0	399 549
05-ESPACE SOLEIL	785 874	3 805	0	789 679
06-CF2M	142 813	0	0	142 813
08-SAV	573 077	0	0	573 077
081-ALTERNATIVE	163 476	0	0	163 476
09-RESS.PROPRES	455 797	0	0	455 797
10-ERPE	94 022	0	0	94 022
11-A.E.D.	341 115	0	33 092	308 023
12-SAFRAM	1 652 265	0	0	1 652 265
13-ARCHE	30 071	11 856	0	41 926
14- REPARATION PENALE	33 386	0	0	33 386
15- MEDIATION FAMILIALE	18 834	0	0	18 834
TOTAL	13 859 050	102 350	154 511	13 806 889

5.2. Variation des amortissements par service

CONSOLIDATION	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
01-SIEGE	1 078 333	122 981	16 280	1 185 035
02-A.E.M.O.	420 123	50 735	17 886	452 972
03-PASSAJ	325 669	41 465	33 878	333 256
03-RELANCES	3 279 713	207 932	51 128	3 436 517
45-S.I.E.	83 840	13 353	0	97 193
05-ESPACE SOLEIL	748 240	20 646	0	768 886
06-CF2M	135 963	1 570	0	137 534
08-SAV	140 704	18 720	0	159 423
081-ALTERNATIVE	46 336	8 513	0	54 848
09-RESS.PROPRES	89 366	0	0	89 366
10-ERPE	42 819	5 163	0	47 982
11-A.E.D.	158 599	20 126	33 092	145 634
12-SAFRAM	615 686	59 568	0	675 254
13-ARCHE	17 014	8 663	0	25 677
14- REPARATION PENALE	19 300	7 010	0	26 310
15- MEDIATION FAMILIALE	9 417	9 417	0	18 834
TOTAL	7 211 123	595 863	152 264	7 654 722

5.3. Variation des immobilisations par nature

CONSOLIDATION	DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	DIMINUTIONS CESSIONS/MISE H.S.	FIN EXERCICE
LICENCES	26 021	0	0	26 021
TERRAINS	547 821	0	0	547 821
BATIMENTS	7 683 737	0	0	7 683 737
MAT.RES TAURANT	126 544	0	0	126 544
MAT.HEBERGEMENT	178 071	0	0	178 071
MAT.BUANDERIE	48 123	3 805	0	51 927
MAT. ACTIVITES	29 936	0	0	29 936
MAT.ET OUTILLAGES	674	0	0	674
MAT.CAFETERIA	0	0	0	0
AUTRE MAT.TECHNIQ.	2 789	0	0	2 789
INSTAL.AGENCEMENT	3 512 365	38 730	43 614	3 507 481
MAT. DE TRANSPORT	443 540	21 248	56 470	408 318
MAT DE BUREAU	264 007	0	8 934	255 073
MAT.INFORMATIQUE	648 875	38 568	18 527	668 916
MOBILIER DE BUREAU	50 097	0	0	50 097
MOBILIER MAT.DIVERS	296 451	0	26 967	269 484
IMMO.CORPOR. EN COURS	0	0	0	0
TOTAL	13 859 050	102 350	154 511	13 806 889

5.4. Variation des amortissements par nature

CONSOLIDATION	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
LICENCES	26 021	0	0	26 021
BATIMENTS	3 564 896	244 491	0	3 809 387
MAT.RESTAURANT	124 164	1 708	0	125 872
MAT.HEBERGEMENT	164 083	7 080	0	171 164
MAT.BUANDERIE	42 020	2 594	0	44 615
MAT. ACTIVITES	25 156	0	0	25 156
MAT.ET OUTILLAGES	4 938	135	0	5 073
MAT.CAFETERIA	0	0	0	0
AUTRE MAT.TECHNIQ.	2 789	0	0	2 789
INSTALAGEMENT	1 940 782	190 182	43 614	2 087 350
MAT. DE TRANSPORT	236 527	52 344	56 470	232 401
MAT DE BUREAU	263 978	4 522	8 934	259 566
MAT.INFORMATIQUE	508 160	83 075	16 280	574 955
MOBILIER MAT.DIVERS	307 609	9 731	26 967	290 373
PROV DEPR. IMMO EN COU	0	0	0	0
TOTAL				
	7 211 123	595 863	152 264	7 654 722

6. Informations relatives au passif

6.1. Informations relatives aux fonds propres : Variation des fonds associatifs

6.1.1. Variation des fonds associatifs consolidés - Impact du règlement ANC 2018-06.

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2023	Augmentation exercice	Diminution exercice	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 095 663	-	-		1 095 663
Fonds propres avec droit de reprise	0	-	-		0
Autres fonds propres avec accord financeurs	879 374				879 374
Ecart de réévaluation	-	-	-		-
Réserves	4 160 849	-	388 365	-	4 549 214
Report à nouveau	483 438	-54 501	-	199 078	229 859
Excédent ou déficit de l'exercice	134 786	-134 785	152 560	-	152 561
Dotations consommables	-	-	-		-
Subventions d'investissements	91 116	-	18 834	46 862	63 088
Provisions réglementées	972 632	-	105 636	100 000	978 268
FONDS PROPRES CONSOLIDÉS	7 817 858	-189 287	665 395	345 940	7 948 028
Fonds propres sans droit de reprise	1 095 144	-	-	-	1 095 144
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Autres fonds propres avec accord finance	0				0
Ecart de réévaluation	-	-	-		-
Réserves	1 309 181	-	388 365	-	1 697 546
Report à nouveau	1 576 627	140 171	-	199 078	1 517 721
Excédent ou déficit de l'exercice	293 499	-309 931	242 370	-	242 371
Dotations consommables	-	-	-		-
Subventions d'investissements	91 116	-	18 834	46 862	63 088
Provisions réglementées	70 861	-	8 300	-	79 161
FONDS PROPRES GESTION PROPRE	4 436 429	-169 760	657 869	245 940	4 695 030
Fonds propres sans droit de reprise	518	-	-	-	518
Fonds propres avec droit de reprise	0	-	-	-	0
Autres fonds propres avec accord finance	879 374				879 374
Ecart de réévaluation	-	-	-		-
Réserves	2 851 668	-	-	-	2 851 668
Report à nouveau	-1 093 190	-194 673		-	-1 287 862
Excédent ou déficit de l'exercice	-158 713	175 146	-89 809	-	-89 809
Dotations consommables	-	-			-
Subventions d'investissements	-	-		-	-
Provisions réglementées	901 771	-	97 336	100 000	899 107
FONDS PROPRES GESTION CONTROLEE	3 381 490	-19 527	7 527	100 000	3 252 996

6.1.2. Détail du report à nouveau au 31/12/2024

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat 2023	Diminution exercice	A la clôture de l'exercice
RAN (Gestion non contrôlé)	1 576 628	140 171	199 078	1 517 721
Dépenses non opposables tiers financeurs	-	-	-	-
Résultat sous contrôle tiers financeurs	-1 093 189	-194 673		-1 287 862
	483 439	54 502	199 078	229 859

6.1.3. Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
- FONDS DEBIES INVESTISSEMENT RELANCES					100 000	100 000	
- FONDS DEBIES EXPLOITATION ALPES MARITIMES							
AEMO FONDS DEBIES CD	96 240	5 563				101 803	
PASSAJ FONDS DEBIES CD	148 823		6 622			142 203	
ARCHE FONDS DEBIES CD	172 693					172 693	
SAFRAM FONDS DEBIES CD		169 662				169 662	
- FONDS DEBIES EXPLOITATION VAR							
ACACIAS FONDS DEBIES CD		19 011				19 011	
AMANDIERS FONDS DEBIES CD		32 233				32 233	
- FONDS DEBIES EXPLOITATION NCA							
PASSAJ FONDS DEBIES NCA		27 594				27 594	
- FONDS DEBIES SUBVENTION							
SOLEIL/ FONDS DEBIES DDCS	220 700	53 224	101 138			172 776	
SAV FONDS DEBIES MINISTRE RE JUSTICE	31 647					31 647	
Total	670 105	307 288	107 770		100 000	969 623	

6.2. Provisions

6.2.1. Etat des provisions

CONSOLIDATION	DEBUT EXERCICE	DOTATION	REPRISE	FIN EXERCICE
Réserves Plus values nettes actif	760 441	13 200		773 641
Prov régit produits financiers ESSMS	31 071	92 436		123 507
Renouvellement d'immobilisation	100 000		100 000	0
Prov couverture fonds de roulement	81 120			81 120
TOTAL Prov réglementées	972 632	105 636	100 000	978 268
Provision pour risque	1 306 589	222 618	1 024 298	504 909
Provision Indemnité départ à la retraite	843 761	203 217	19 710	1 027 269
Provision pour risque	2 150 351	425 835	1 044 008	1 532 177
Provision grosses réparations	1 365		1 214	151
Autres provisions	70 495			70 495
Provision pour charges	71 860	0	1 214	70 646
Provision créances douteuses	35 025	25 177	3 163	57 039
Provision dépréciation titres comptes financiers	10 631			10 631
Provision pour charges	45 655	25 177	3 163	67 670
TOTAL	3 240 498	556 648	1 148 385	2 648 761

* Conformément aux règlements comptables applicables (ANC n° 2018-06 et n°2019-04), la provision pour renouvellement d'immobilisation a été transférée en fonds dédiés pour renouvellement d'immobilisations.

6.2.2. Etat des provisions pour congés payés

PROVISIONS AU 31/12/2024				Total Non financé au 01/01/2024	Total Financé au 01/01/2024	Provisions Non Financées au 31/12/2024	Provisions Financées au 31/12/2024	TOTAL NON FINANCE	TOTAL FINANCE
	SALAIRES	CHARGES	TOTAL						
SIBGE	63 233	37 899	101 131	84 520			16 611	84 520	
AEMO	184 964	100 386	285 351	317 231		-31 918	38	285 313	
AED	68 260	38 061	106 320	103 509		2 811		106 320	
PASSAJ	97 178	45 758	142 936	61 061	104 968	-15 365	-7 728	45 696	97 240
RELANCES	179 613	91 305	270 918	268 089	16 198	2 829	-16 198	270 918	
ACACIAS	4 250	965	5 215			5 215		5 215	
AMANDIERS	2 932	2 037	4 969			4 969		4 969	
S.L.E.	43 128	24 794	67 922	62 276		5 646		67 922	
ESPACE SOLEIL	58 065	28 059	86 123		76 944		9 179		86 123
ARCHE	53 434	27 512	80 946	79 394		1 551		80 946	
SAFRAM	52 921	28 425	81 346	67 356		13 991		81 346	
CF2M	21 086	11 881	32 967		40 630		-7 662		32 967
MEDIATION FAN	2 870	1 637	4 507		3 556		951		4 507
ERPE	20 668	11 348	32 016		37 579		-5 563		32 016
REP PENALE	8 887	5 061	13 949	12 157		1 791		13 949	
ALTERNATIVE	22 060	11 727	33 787		33 701		86		33 787
SAF	35 833	21 163	56 996		58 170		-1 174		56 996
	919 381	488 019	1 407 400	1 055 594	371 746	-8 480	-11 160	1 047 114	343 637

6.2.3. Etat des provisions pour indemnités de départ à la retraite

	PROVISION au 31/12/2024	Cpte 15182 Provision Financée au 31/12/2024	Cpte 15183 Provision non Financée au 31/12/2024
SIEGE	82 828	11 843	70 985
AIMO	220 021	92 375	127 646
AED	111 049	22 582	88 467
PASSAJ	90 645	85 341	5 304
RELANCES	198 556	172 665	25 891
S.I.E	45 839	3 800	42 039
ESPACESOLEIL	59 619	59 619	
ARCHE	31 247		31 247
SAFRAM	61 522	32 225	29 297
CF2M	38 048	38 048	
MEDIATION FAMILIALE	1 843	1 843	
ERPE	26 443	26 443	
REPARATION PENALE	8 650		8 650
ALTERNATIVE	16 575	16 575	
SAV	34 381	34 381	
(1)	1 027 268	597 742	429 527

(1) Critères retenus pour le calcul de la provision pour départ à la retraite	2022	2023	2024
Age départ à la retraite retenue:	67 ans	67 ans	67 ans
Evolution annuelle des salaires non cadres :	2,100%	2,900%	2,900%
Evolution annuelle des salaires cadres :	1,300%	2,900%	2,900%
Taux Inflation :	3,77%	3,17%	3,38%
Table de mortalité :	TV88/90	TV2016-2018	TV2016-2018
Tun over :	Fort	Fort	Fort
Taux de charges patronales non cadres :	(46%+9%)=55%	(41%+9%)=50%	(41%+9%)=50%
Taux de charges patronales cadres :	(49%+11%)=60%	(49%+11%)=60%	(49%+11%)=60%

La provision pour indemnité de départ à la retraite est calculée par rapport à la date d'entrée dans la convention collective conformément aux dispositions conventionnelles.

6.3. Echéances des créances et dettes :

6.3.1. Etat des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES				
EXERCICE CLOS LE 31/12/2024				

CREANCES		MONTANT BRUT	DEGRE LIQUIDITE ACTIF	
			A 1 AN OU MOINS	A PLUS D'1 AN
ACTIF IMMOBILISE	CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
	PRETS	-	-	
	AUTRES IMMOBIL.FINANCIER	140 803	-	140 803
ACTIF CIRCULANT	REDEVABLES ET CPTS RATTACHES	455 453	455 453	
	AUTRES CREANCES	3 249 981	3 249 981	
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	54 367	54 367	
	TOTAL	3 900 602	3 759 800	140 803

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 AN OU PLUS	2 ANS A 5 ANS	A PLUS 5 ANS
EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPRUNTS ET DETTES ET CREDIT	1 733 486 (1)	284 110	559 628	889 748
EMPRUNT DETTES FINANCIERES				
FOURNISSEURS /CPTES RATTACHES	537 190	537 190		
DETTES FISCALES SOCIALES	1 738 265	1 738 265		
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	1 219 795	1 219 795		
DEPOT DES HEBERGES	83 558	83 558		
AVANCES RECUES POUR USAGERS	-	-		
AUTRES DETTES	340 241	340 241		
	5 652 536	4 203 160	559 628	889 748
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 753 617	1 753 617		
TOTAL	7 406 153	5 956 777	559 628	889 748

(1) Dont remboursement d'emprunt à moins d'un an

6.3.2. Charges à payer

NATURE DE LA CHARGE	TOTAUX
PERSONNEL	1 161 097 €
CONGES A PAYER ET CET	1 086 480 €
FRAIS DE DEPLACEMENT	36 529 €
AUTRES CHARGES A PAYER	38 087 €
CHARGES SOCIALES	615 099 €
SUR CONGES A PAYER ET CET	584 935 €
CHARGE SS ET AUTRES	30 164 €
DIVERS ET FOURNISSEURS A RECEVOIR	264 705 €

6.3.3. Produits à recevoir

NATURE DU PRODUIT	TOTAUX
PERSONNEL	0
REMB.ASSURANCE	
PERTE D'EXPLOITATION	
REMB.ACTIVITES	
DIVERS	112 029
DIVERS	112 029

6.3.4. Charges comptabilisées d'avance

NATURE DE LA CHARGE	TOTAUX
ABONNEMENT/DOCUMENTATION	
LOYER et PROVISION CHARGE	3 280
CONTRAT DE MAINTENANCE	2 394
INSCRIPTION FORMATION	
CONTRAT D'ASSURANCE	
DIVERS	48 692
TOTAUX	54 367

6.3.5. Produits constatés d'avance

SERVICES	MONTANT
SIEGE	10 606
AEMO	36 068
AED	7 197
RELANCE	11 284
SAV	62 725
SAFRAM	13 685
S.I.E.	7 945
CF2M	17 355
PASSAJ	1 478 897
ESPACESOLEIL	98 690
MEDIATION FAMILIALE	9 166
TOTAL ASS.MONTJOYE CONSOLIDE	1 753 617

6.3.6. Intérêts courus

ETABLISSEMENTS & SCIES	NATURE	MONTANT
RELANCES SAFRAM	INTERETS COURUS (ESCARÈNE+CORNICHE+CHENES)	1 140
	INTERETS COURUS (CHENES)	1 049
	TOTAL	2 190

6.4.Engagement et suretés réelles consentis :

6.4.1. Engagements données

Au 31 décembre 2024 l'engagement s'élève à la somme totale de :	1 886 669 €
se décomposant comme suit:	
Capital restant dû:	1 731 298 €
Intérêts restant dûs:	155 371 €

Le 04/03/2024 l'association MONTJOYE s'est portée caution jusqu'au 04/05/2044 du Fonds d'Innovation et de Lien Social pour l'engagement suivant : Crédit à moyen ou long terme à taux fixe auprès de la banque Société Générale pour 720 000€.

7. Informations relatives au Résultat

7.1.Analyse des produits d'exploitation

COMPTE 70	TOTAL COMPTE 70
Location Hébergement	791 513
Formation facturée	685 288
Prestation a destination du Ministère de la Justice et autres	599 985
Marché Médiation Region	258 589
Prestation de service CAF	136 653
Produits divers	74 174
Frais de mandataire	12 944
Médiation Familiale	3 966
TOTAL	2 563 111

COMPTE 73 et 74	TOTAL COMPTE 73 et 74
Produit de la Tarification Conseil Général 06	16 068 029
Ministère de la Justice	1 977 279
Subvention ETAT	1 245 137
Autres financements Conseil Général 06	1 028 205
Subvention Région	812 754
NCA	602 036
CAF	251 378
Aide forfaitaire à l'apprentissage	99 008
ARS	55 600
Fondation de France	46 007
Ville de NICE	30 000
Ville de Menton	8 000
CREDIT AGRICOLE	5 000
MSA	2 600
TOTAL	22 231 034

7.2. Résultat par établissement et service du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etablissements et services de l'Association	CHARGES EXERCICE	PRODUITS EXERCICE	RÉSULTATS COMPTABLES DE L'EXERCICE	INCIDENCE PROVISIONS CONGES PAYES	INCIDENCE PROVISIONS RETRAITES	RÉSULTATS ADMINISTRATIFS A AFFECTER	dont Dépenses refusées par financeur	Appartenant aux financeurs	CPOM	Propres à l'Association
RESSOURCES PROPRES	33 983	128 874	94 890			94 890	0	0		94 890
SIEGE (I)	1 642 852	1 649 168	6 316			6 316	0	0		6 316
AEMO	5 008 365	5 045 333	36 968	-31 918	-5 051	0	36 968		-0	
ALTERNATIVE	581 304	614 525	33 221			33 221	0			33 221
S.A.V	882 086	892 749	10 663			10 663	0			10 663
S.I.E. (I)	977 718	973 073	-4 645	5 646	8 205	9 206	-13 850	9 206		
ARCHE	2 321 180	2 257 023	-64 157	1 551	-6 033	-68 639	4 482	-68 639		
RELANCES	5 404 322	5 382 834	-21 488	2 839	18 638	0	-21 488		-0	
SAFRAN	1 601 961	1 581 003	-20 958	13 991	6 967	0	-20 958		-0	
A.E.D	1 913 536	1 857 049	-56 487	2 811	53 676	0	-56 487		-0	
CF2M	757 070	786 652	29 582			29 582	0			29 582
ERPE	734 697	651 045	-83 652			-83 652	0			-83 652
ESPACE SOLEIL	2 289 376	2 448 689	159 312			159 312	0			159 312
PASSAJ (I)	2 948 944	3 246 534	297 590	-15 365	138	282 363	15 228	0		282 363
REPARATION FENÊTRE	212 451	238 179	25 728	1 791	320	27 840	-2 111	27 840		
MEDIATION FAMILIALE	115 122	114 078	-1 045			-1 045	0			-1 045
ACACIAS	204 797	204 797	0	5 214		5 214	-5 214	5 214		
AMANDIERS	179 198	179 198	0	4 969		4 969	-4 969	4 969		
RETRAITEMENT CONSO	-1 478 088	-1 770 369	-292 281			-292 281	0			-292 281
TOTAL	26 930 875	26 483 435	447 440	-6 480	76 880	220 960	-68 400	-21 410	-0	242 969
Reconstitution résultat comptable consolidé							152 560			

7.3. Tableau récapitulatif des frais financiers

INTERETS DES EMPRUNTS: 35 748,76 €

7.4. Valorisation des contributions volontaires en nature

CONSOLIDATION	BENEVOLAT (1)	MISE A DISPOSITION GRATUITE BIENS ET SERVICES (2)	DON EN NATURE (3)	TOTAL
01-SIEGE	47 063			47 063
02-A.E.M.O.		16 140		16 140
03-PASSAJ				
03-RELANCES				
45-INVESTIGATION EDUCATIVE				
05-ESPACE SOLEIL				
06-CF2M				
08-SAV				
081-ALTERNATIVE	772			772
09-RES S. PROPRES				
10-SAFRAM				
11-A.E.D.		16 140		16 140
55- ARCHE				
12-ERPE				
TOTAL	47 835	32 280		80 115

(1) BASE D'EVALUATION Psychologue bénévole: SMIC horaire chargé

(1) BASE D'EVALUATION Juriste bénévole : SMIC horaire chargé

(2) BASE D'EVALUATION: LOYER COURAMMENT PRATIQUE DANS LE QUARTIER POUR DES LOCAUX SIMILAIRES

(3) BASE D'EVALUATION: FRAIS DE DEPLACEMENTS INDEMNITE KILOMETRIQUE (base fiscale), PARKING & AUTORO

8. Autres informations

8.1. Effectif en personnel

L'effectif "équivalent temps plein" est de :			
		Cadres	59,88
		Non cadres	321,42
	- au 31 décembre 2023.....		381,3
		Cadres	59,68
		Non cadres	323,37
	- au 31 décembre 2024.....		383,05

8.2. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants	
- au 31 décembre 2024.....	257 505 €

ASSOCIATION MONTJOYE

6, Avenue Edith Cavell
06000 NICE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

*(Convention articles L. 612-5 du Code de commerce
et L. 313-25 du Code de l'action sociale et des familles)*

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2024

MYRIAM CARULLA-BOVIS

MATHIEU DENIS

GILLES REYNIER

*Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes*

FRANÇOISE MARRA

Expert-Comptable

Au Conseil d'Orientation et de Surveillance de l'Association MONTJOYE,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution de conventions passées dans l'exercice ou passées lors d'exercices précédents et qui ont toujours cours.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article L. 313-25 du Code de l'action sociale et des familles, les conventions passées entre votre association et ses cadres dirigeants salariés, ses directeurs d'établissements sociaux et médico-sociaux sont communiquées dans les conditions de l'article L. 612-5 susvisé.

Il en est de même des conventions conclues avec les salariés de l'association qui seraient membres de la famille desdits cadres dirigeants salariés, directeurs d'établissements ou des administrateurs.

Les conventions qui ont été portées à notre connaissance sont les suivantes :

- Rémunération des cadres dirigeants salariés au sens de l'article L. 3111-2 du Code du travail d'une personne morale de droit privé à but non lucratif gérant des établissements sociaux et médico-sociaux. Les rémunérations du directeur général et des directeurs d'établissement sont mentionnées en annexe du présent rapport.
- Conventions conclues avec des membres de la famille de cadres dirigeants et directeurs : *Néant*.
- Conventions conclues avec des membres de la famille d'un administrateur : *Néant*.

Fait à Nice, le 10 Avril 2025



Le Commissaire aux Comptes
S.A.S. sudconseil.com
Gilles REYNIER

Rémunérations des directeurs de pôles et/ou d'établissement au titre de l'exercice 2024

Pôles et/ou Etablissements	Rémunérations brutes
SIEGE	219 642,64 €
Pôle 1	81 219,22 €
Pôle 2	88 302,47 €
Pôle 3	69 098,07 €
CF2M	49 042,70 €

W

